

Sources européennes des libertés publiques

Ces sources sont issues de deux ordres judiciaires distincts dont les contenus se rapprochent, pour aboutir à un certain nombre de garanties contrôlées par le juge.

On distingue les sources issues du Conseil de l'Europe, de celles issues du droit Communautaire.

- I - Sources issues du Conseil de l'Europe :

Le Conseil de l'Europe a été créé dans un but se rapportant aux libertés fondamentales, au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, le 4 novembre 1950. Il a en effet, pour but de réaliser une union plus étroite entre ses membres et la sauvegarde des libertés fondamentales est un des moyens de réaliser l'union de ses membres.

A / La Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme :

La Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales en est un des fondements du Conseil de l'Europe.

Plus tard, des textes plus particuliers vont être adoptés.

La CEDH a connu une incorporation lente.

Signée novembre 1950, ce texte n'est invocable en droit interne français que depuis 1981.

La ratification de la CEDH est un préalable aujourd'hui pour rejoindre l'Union Européenne.

Texte moderne, puisqu'elle comprend un certain nombre d'engagement des Etats sujets de droit international et qu'elle reconnaît des droits et libertés aux individus, au-delà des droits des Etats eux-mêmes.

La CEDH définit des droits et libertés dont elle délimite le champ d'application : intérêt général, protection des nations.

Elle comporte une disposition de protection des droits et libertés : cette disposition prévoit une procédure juridictionnelle, placée sous l'égide de la CEDH (Cour Européenne des Droits de l'Homme) qui statue en la matière.

Texte souple, il ne s'arrête pas aux seules dispositions de 1950, mais il est prolongé par 14 dispositions additionnelles, qui l'adaptent : les *protocoles additionnels*. Comme, par exemple, le 13^{ème}, relatif à l'interdiction de la peine de mort.

La CEDH reconnaît les droits fondamentaux que sont la protection de la vie et de l'intégrité physique : art 2.

Avec aussi le cas des recours à la force rendus absolument nécessaires, en cas d'insurrection, ou pour assurer une arrestation...

On peut aussi citer la légitime défense, ou la nécessité de faire face à troubles à l'Ordre Public interne, ou encore celle de faire face à des conflits armés.

La CEDH protège la liberté individuelle ou droit à la sûreté (art 5), toute personne a droit à la liberté et la sûreté, nul ne peut être privé de sa liberté (sauf détention régulière prononcée par un tribunal compétent, arrestation régulière, détention d'un mineur dans le cadre d'une éducation surveillée etc.). On retrouve les grands standards de privation de liberté du législateur : détention de mineurs, arrestations personnes entrées illégalement sur le territoire, détentions provisoires, rétentions administratives...

Et surtout, la CEDH reprend par son article 5.4, la disposition de l'habeas corpus : toute pers retenue ou détenue doit être traduite sans délai devant un juge¹.

Enfin, la CEDH contient des **garanties de procédure juridictionnelle**, outre celle de l'habeas corpus, telles que celle qui autorise toute personne à être entendue par un tribunal indépendant et impartial, ou encore celles qui instituent la présomption d'innocence; la légalité des délits et des peines, la règle *non-bis in idem*, le double degré de juridiction en matière pénale, ou le droit à être indemnisé en cas d'erreur judiciaire.

Ces garanties procédurales sont les plus remarquables et elles ont une influence considérable sur l'organisation judiciaire, mais qui s'étend aux sanctions infligées par les AAI.

L'art 6 énonce le droit à un procès équitable : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. » **le droit à la protection d'un juge** est étendu puisque cela concerne les droits et obligations civiles (droits et obligations à caractère civil. Ainsi que toute procédure où il est question de droits et obligations à caractère privé : les procédures disciplinaires, contentieux affaires sociales, celui de la fonction publique, celui de la responsabilité de l'Etat)

Concept d'accusation en matière pénale :

Le droit à un juge s'étend également en une matière pénale qui déborde largement le droit et la procédure pénale entendus en droit français.

La matière pénale recouvre les contentieux administratifs de la voirie, grande voirie, des sanctions fiscales, disciplinaires, pénitentiaires et militaires, ainsi que celui de celles infligées par des juridictions financières et par les AAI (CNIL, CSA HALDE, Conseil de la Concurrence...).

Tous ces domaines appartiennent à la matière pénale, il doit être possible de contester et de faire appel à un juge dans les conditions de l'art 6.

Ce **droit à un tribunal** doit être précisé :

C'est le droit à un organe qui tranche sur la base de normes de droit à l'issue d'une procédure organisée et qui a plénitude de juridiction pour rendre des décisions obligatoires. Cette notion de tribunal déborde de sa conception organique puisque qu'une AAI peut être considérée comme un tribunal au sens de l'art 6, (par exemple Cons des Marchés Financiers décision de 1999). Ce droit implique un recours au juge qui ne doit pas être dissuasif grâce à un système d'aide juridictionnelle. Enfin, ce droit se concrétise par la décision que rend le juge en un jugement motivé qui doit permettre aux parties de vérifier l'examen effectif des prétentions et des arguments afin de pouvoir exercer un éventuel recours contre cette décision. Interdiction de la validation législative d'une situation jugée illégale par un juge dès que pas motivée par un motif impérieux. Les décisions illégales sont donc encadrées sous l'égide du conseil constitutionnel. C'est la prohibition de système interdisant toute remise en cause d'une décision, car présentée comme définitive, (telle qu'une validation législative).

Le droit au juge s'entend aussi du **droit à un procès équitable**.

C'est-à-dire du droit de toute personne à être entendue dans le respect de l'égalité des armes, avec la possibilité à tous les stades de la procédure de répondre aux arguments de partie adverse : toute partie est en droit d'obtenir communication des pièces produites par la partie adverse et elle est en droit de les discuter.

Grande influence de la jurisprudence de la CEDH quant aux interventions des Commissaires du gouvernement devant les Juridictions Administrative :

¹ « Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1.c du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable »

- D'une part, l'absence de communication préalable à ses conclusions, n'est pas jugée comme contraire à l'art 6. Car les parties peuvent déposer une note en délibéré après le début de l'audience.

- En revanche la CEDH a condamné la participation du Commissaire du gouvernement au délibéré, sur le fondement de la rupture de l'égalité des parties, ou « absence d'impartialité objective » (arrêt Kress du 7 juin 2001²). Cette jurisprudence a été maintenue, malgré une régularisation de la procédure administrative, opérée par le décret du 12 avril 2006³.

Arrêt du 1^{er} août 2006.

Position identique en matière de procédure judiciaire : CEDH 2003 et 31 mars 1998 *Reinhardt et Slimane-Kaïd c. France*, en exigeant la communication aux parties du rapport du conseiller rapporteur.

Droit au juge dimension d'indépendance et d'impartialité du juge :

L'impartialité du juge est un principe constitutionnel qui s'évince de l'art 66 de la Constitution, en vertu duquel le Président de la République est le garant de l'indépendance de l'autorité Judiciaire.

Ce principe a un fondement conventionnel (CEDH).

Les magistrats du Siègre sont inamovibles sous la garantie du CSM, qui doit rendre un avis conforme.

S'agissant du juge administratif, son indépendance se déduit des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République (PRLR), identifiés par le Conseil Constitutionnel (CC).

- Le texte de l'article 6 de la CEDH porte une exigence d'impartialité sous 2 aspects :

- L'aspect subjectif : un tribunal ou un juge ne doit pas manifester quelque parti pris.

- L'aspect objectif : le juge doit offrir des garanties objectives d'impartialité. Son comportement ne doit pas permettre de douter de son impartialité (exemple par ses déclarations. Cas d'un juré ayant tenu des propos racistes avant un procès, portant sur une personne étrangère).

De ce point de vue, la *théorie des apparences* est importante : indépendamment de la conduite personnelle qu'il adopte, certains faits ne doivent pas faire douter de l'impartialité du juge (ex : connaître plusieurs fois de la même affaire pour un même juge, entretenir des liens avec les parties).

- Le droit à un juge est enfin le ***droit à être jugé dans un délai raisonnable*** : avoir droit à un juge c'est avoir droit d'être jugé dans un délai qui ne doit pas être excessif. Toutefois, la Cour apprécie la durée de la procédure non pas par rapport à un standard, mais de manière concrète au regard de la cause, de la nature des faits, de la complexité de la cause, du comportement des autorités nationales et des requérants, par une vérification des temps de rétention, de détention. Trop de lenteur conduirait à des dénis de justice.

2 « 50. Après l'audience publique, il est d'usage que le commissaire du gouvernement assiste au délibéré, mais il ne vote pas. En règle générale, il n'intervient oralement que pour apporter, le cas échéant, des réponses à des questions précises qui lui sont posées. Il est en effet le membre de la juridiction qui a vu le dossier en dernier, et qui est donc censé en avoir la connaissance la plus exacte.

51. Au Conseil d'Etat, une affaire peut être jugée soit par une sous-section seule (et dans ce cas tous les membres de la formation de jugement connaissent déjà l'affaire), soit par des sous-sections réunies (dans ce cas, quatre membres, représentant la sous-section d'instruction, sur les neuf juges ayant à délibérer, hormis le commissaire du gouvernement, connaissent le dossier), soit encore par la section ou l'assemblée, qui sont les formations solennelles pour les affaires importantes, où seuls le président et le rapporteur, sur les dix-sept ou douze juges qui auront à délibérer, connaissent le dossier.

52. Il faut enfin signaler qu'il existe un commissaire du gouvernement, non seulement devant le Conseil d'Etat, mais aussi devant les autres juridictions administratives (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) ainsi que devant le Tribunal des conflits. Par ailleurs, l'institution du commissaire du gouvernement a étroitement inspiré celle de l'avocat général devant la Cour de justice des Communautés européennes, à la différence près qu'en vertu de l'article 27 § 2 du règlement de procédure de la Cour de justice, seuls peuvent prendre part au délibéré les juges ayant siégé à l'audience, à l'exclusion donc de l'avocat général. »

3

La régularisation portait seulement sur la communication des conclusions avant le délibéré. Mais le Commissaire du Gouvernement continuait d'assister aux délibérés. Notons que la CEDH avait clairement exprimé sa position sur ce point dès l'arrêt Kress : « 85. De l'avis de la Cour, l'avantage pour la formation de jugement de cette assistance purement technique est à mettre en balance avec l'intérêt supérieur du justiciable, qui doit avoir la garantie que le commissaire du gouvernement ne puisse pas, par sa présence, exercer une certaine influence sur l'issue du délibéré. Tel n'est pas le cas dans le système français actuel.

86. La Cour se trouve confortée dans cette approche par le fait qu'à la CJCE, l'avocat général, dont l'institution s'est étroitement inspirée de celle du commissaire du gouvernement, n'assiste pas aux délibérés, en vertu de l'article 27 du règlement de la CJCE.

87. En conclusion, il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention, du fait de la participation du commissaire du gouvernement au délibéré de la formation de jugement.

Les garanties de procédure ne sont pas les seules. La CEDH contient la reconnaissance de droits et libertés individuels : droit au mariage, égalité des époux (entraînant le droit français à s'adapter en matière d'autorisations), justes indemnités, droit de propriété,

- les différentes libertés de l'esprit : de pensée, de conscience, de religion, d'expression,
- les libertés collectives : de réunion, d'association, syndicales.
- Les liberté politiques : le droit à des élections libre, au scrutin secret, organisées à intervalles raisonnables, sur le choix du corps législatif.

Tous ces droits sont considérés comme des libertés fondamentales.

Et la CEDH aménage une procédure de garantie juridictionnelle des libertés énumérées :

- Nationale, devant les juges nationaux
- Internationale, devant la CEDH.

Le juge national applique la CEDH par le jeu de l'art 55 de la Constitution⁴, mais la Cour de Strasbourg l'applique aussi et en contrôle le respect.

Possibilité ouverte aux individus de se plaindre devant la CEDH :

Organe statuant sur la recevabilité de la plainte, Organe statuant sur le fond.

La CEDH est composée d'un nombre de juges égal à celui des Etats adhérents à la Convention, soit de 47. Chaque Etat propose 3 postulants et vote pour tous les postulants, sauf le sien.

Plusieurs formations.

La cour est composée de plusieurs formations, les requêtes individuelles sont examinées devant un comité de 3 juges qui statue sur la recevabilité de la requête. Une fois admises, elles sont examinées par une chambre de la cour composée de 7 juges, l'affaire pouvant être portée devant la grand chambre composée de 17 juges dans le cadre d'une question grave (telle que l'interprétation, ou l'application de la CEDH).

Un protocole est en cours de ratification qui prévoit la mise en place un juge unique. Lequel apprécierait la recevabilité des requêtes, aux fins de respecter un délai raisonnable dans le traitement des requêtes.

La CEDH ne connaît essentiellement que des requêtes individuelles. (personnes physiques, ONG, groupes de particuliers, les victimes dites potentielles dont les droits sont susceptibles d'être violés), personnes susceptibles de faire l'objet d'une violation de leur droit par l'Etat. La CEDH n'intervient qu'à titre subsidiaire. C'est-à-dire après épuisement des voies de recours interne.

Les arrêts pris par CEDH sont rendus au terme d'une procédure très contradictoire : la Chambre procède à une instruction, les Etats sont tenus de collaborer à cette instruction laissant l'enquête se conduire efficacement.

Au stade de l'instruction, la CEDH peut procéder à la constatation d'un règlement amiable. A défaut de règlement amiable, débats conduits devant la Chambre, contradictoirement et publiquement.

Les arrêts sont adoptés à la majorité des juges présents. Ils sont motivés et les ***OPINIONS DISSIDENTES*** des juges y sont jointes : c'est une transposition de la procédure accusatoire.

La Cour se borne à prononcer une violation d'une disposition de la Convention.

Elle n'a pas compétence pour réparer, annuler une disposition nationale contraire à la CEDH.

Elle ne peut pas même donner d'injonction aux Etats.

L'article 45 de la Convention fait obligation aux Etats de se conformer aux décisions prises par la CEDH en prenant toutes les mesures législatives, réglementaire, organisationnelles⁵.

⁴ « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie. »

⁵ Article 46 – Force obligatoire et exécution des arrêts

1 Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

L'article 41 autorise la CEDH à accorder des dommages intérêts dans l'hypothèse où les mesures prises par l'Etat ne permettant pas à réparer totalement les violations⁶.

En principe, l'état doit modifier son droit pour éviter d'autres condamnations sur les mêmes fondements, comme en matière d'écoutes téléphoniques en 1990, en matière de droit des étrangers pour leur délai de rétention, en matière de transsexualisme, législation successorale (égalité entre les filiations naturelles et légitimes), en matière de responsabilité vis-à-vis de la justice (délai raisonnable des décisions).

Ce qui a permis de faire souvent évoluer le droit Français.

B / Les autres sources conventionnelles :

Outre la Convention Européenne des Droits de l'Homme, le Conseil de l'Europe a mis en place des textes relativement aux droits de l'Homme :

- La Charte Sociale Européenne :

Adoptée en 1961, elle contient des droits dans le domaine social et du travail : droit à la formation professionnelle, droit à l'hygiène et à la sécurité sur le lieu de travail, droit au logement.

La liste de ces droits ne constitue qu'une déclaration qui fixe des objectifs que les Etats s'engagent à poursuivre la réalisation. Dans ce sens, ils se considèrent liés plus particulièrement par 16 droits sur les 38 listés. Il en ressort une latitude dans le degré d'intensité d'application de cette Charte.

Laquelle n'est pas accompagnée d'un contrôle juridictionnel. Ces droits ne sont pas considérés comme des libertés fondamentales.

Le seul contrôle repose sur des rapports émis par les Etats eux-mêmes. Lesquels rendent compte au Comité Européen des droits sociaux de la réalisation des objectifs qu'ils se sont eux-même fixés. Le Comité Eu peut émettre des recommandations.

Le Comité peut également être saisi par des syndicats et ONG (ce qui est assez rare). C'est finalement un simple contrôle administratif, incitatif.

- La Convention Européenne pour la prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants :

Adoptée le 26 novembre 1987, elle vise à prévenir les actes de torture. La prévention est confiée au comité européen de prévention de la torture (CEPT), qui peut se porter en tout lieu ou il estime que des personnes sont détenues: les prisons, hôpitaux psychiatriques, etc. Il procède à des visites sans témoins et ses conclusions peuvent être publiées.

- Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la Dignité de l'être humain à l'égard des Applications de la Biologie et de la médecine

Du 4 avril 1997, elle vise à assurer la protection de l'être humain dans son intégralité à l'égard de la biologie et la médecine : on touche à la bioéthique. Par la protection des comportements contraires à la bioéthique (non-patrimonialité du corps humain, prévention de l'eugénisme). Comité directeur pour la Bioéthique (un représentant de chaque Etat membre du Conseil de l'Europe). La France n'a pas ratifié cette Convention pour préserver son indépendance en la matière.

- II - Sources issues de l'Union Européenne

L'Union Européenne et les libertés fondamentales ne vont pas de soi : à l'origine, la finalité essentielle des Traités Européens était économique.

Ils ne contiennent d'ailleurs aucune déclaration de droits.

Néanmoins, s'est rapidement posée la question de protection des droits fond dans le cadre de la construction Communautaire.

L'Union devait-elle construire une solution autonome par rapport à une simple et directe adhésion de la CEE à la CEDH ?

En 1996, la CJCE l'a rejeté cette voie : l'Union n'avait pas compétence pour ratifier directement la Convention Européenne des Droits de l'Homme et cette ratification impliquerait l'adhésion de l'Union dans un cadre international distinct.

La question s'est réglée par l'œuvre du juge tout d'abord, avant que les textes n'apportent leur contribution, essentiellement par la Charte fondamentale du 7 décembre 2000 et le projet de Traité Simplifié de Lisbonne).

A / Protection prétorienne :

La CJCE est à l'initiative de la protection de 2 manières :

- Recours aux principes généraux du droit (PGD).

Technique bien connue du droit des liberté, qui consiste pour le juge à identifier des principes généraux du droit et qui lui donne grande liberté et souplesse.

CJCE s'est inspirée des règles internes nationales (constitutionnelles) pour voir l'expression de PDG susceptibles d'être prise en considération dans l'application du traité.

Cela a donné à la CJCE une compétence importante lui permettant d'étendre le bloc de normes pris en référence du droit dérivé :: liberté d'association, principe de non discrimination, principe d'égalité. Le respect de ces principes s'est imposé aux institutions communautaires dans la prise des directives et règlements mais aussi aux états membres quand ils agissent dans le champ d'application du droit communautaire. Quand ils mettent en œuvre ces réglementations, ils sont soumis au respect de ces principes sous le contrôle de la CJCE.

Ces PGD ont été identifiés par le juge grâce à l'examen de sources diverses et multiples. Ils ont été recherchés par le juge dans des traditions constitutionnelles communes aux Etats Membre : par emprunt aux droits internes des Etats, pour créer une protection des droits fondamentaux.

La CJCE a ainsi répondu aux Cours constitutionnelles Italiennes et Allemandes en ce sens : En procédant ainsi elle prétend assurer une garantie analogue homogène en recherchant des dénominateurs communs à chaque Etat Membre.

Les grands textes internationaux sont aussi une source du droit des libertés fondamentales créé par CJCE.

Jurisprudence de la CEDH depuis un arrêt Rudy de 1975. Cette jurisprudence revêt une signification particulière, c'est un « standard minimum ». C° Eur Sociale a une place privilégiée, définie comme le socle minimum de dt fond.

B / Sources normatives et légales CE de protection :

On note deux mouvements d'insertion des droits fondamentaux dans le Traité : le Traité de Rome, lui-même modifié par le traité Institutionnel Simplifié.

Le Traité de Rome a été l'objet d'insertions de dispositions protectrices des droits de l'Homme avec l'Acte Unique Européen, les traités de Maastricht et Amsterdam.

La protection normative s'articule autour de 2 grandes libertés :

- La libre circulation des personnes : d'abord limitée à celles exerçant une activité économique dans le territoire de l'Union Européenne. Cette liberté ayant été élargie à tout citoyen Européen, par l'Acte Unique Européen.

- La non-discrimination : Initialement ce principe se limitait aux seules discrimination a raison de la nationalité. Puis, le Traité d'Amsterdam y ajouta la prohibition de la discrimination entendue de manière générale, au delà même du seul domaine du travail (cf HALDE).

Le traité de Maastricht a constitué un tournant en introduisant un article spécifique à protection des droits fondamentaux, sous le contrôle de la CJCE : article 6 de L'UE : « l'union respecte l'identité nationale de ses membres, les droits fondamentaux tels que garantis par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme... ».

Cet article, qui constitue désormais un des fondements de l'Union, assure la synthèse de l'apport de la CEDH et lui donne une base légale autonome dans le traité de l'Union.

Le traité d'Amsterdam dispose que l'Union est fondée sur 3 principes : respect des droits de l'Homme, démocratie et prééminence du Droit.

L'article 6 est placé sous le contrôle de la CJCE, le travail des institutions de la Communauté est placé sous le contrôle de la CJCE sur saisine par les institutions l'Union ou par les Etats Membres.

Intervient ensuite un contrôle a posteriori par le Conseil de l'Europe du respect des principes par les Etats Membres.

Revoir les sanctions prévues et cas de l'Autriche quand elle était passée à l'extrême droite.

La deuxième source est la Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne, reprise dans le Traité Européen Simplifié (dit Traité de Lisbonne) :

Elle ne contient pas de droits nouveaux mais elle rend visibles des droits existants issus des traditions constitutionnelles des Etats membres, des traités internationaux, de la jurisprudence de la CJCE.

Nous retrouvons dans cette charte les principes majeurs de dignité, de liberté, d'égalité, droit à la vie, liberté d'expression, de penser, d'information, de conscience et de religion, de réunion recours et procès impartial etc.

Mais aussi des **droits de nouvelle génération** : protection des données à caractère personnel, le droit des travailleurs d'accéder au service de placement, les droits des enfants, des personnes âgées, intégration des personnes handicapées, droit à une bonne administration.

Ces droits doivent être respectés par les institutions et organes de l'Union et par ses Etats membre et leurs organes. Ces droits sont conférés à toute personne.

Quels sont les effets Juridiques de cette Charte ? Tant qu'elle n'a pas été incorporée dans le traité Européen, elle n'a pas de caractère juridiquement contraignant : il s'agit d'un engagement moral.

Néanmoins, on peut identifier des effets communautaires et extracommunautaires :

- CJCE, s'est emparée du texte et ses avocats généraux l'ont érigé en « valeur commune des Etats membres ». Ils contournent l'absence d'effets contraignants de la Charte elle-même, en reconnaissant une valeur commune de ce texte aux Etats membres ils lui confère et le TPI CE les a suivi 1^{er} Juillet 2007 le TPI CE s'y réfère.

La CJCE est plus réservée et refuse de citer ou mentionner la Charte et continue de se référer aux PGD et à sa propre jurisprudence.

- Des effets extracommunautaires de la Charte ?

Vis à vis de la CEDH : d'une part, les deux textes sont fondés sur deux principes de correspondance : les droits de la Charte qui correspondent à ceux de la CEDH ont le même sens et la même portée.

On appliquera donc la jurisprudence de la CEDH en la matière.

Par ailleurs ce principe de correspondance entre droit de la Charte et droit de la Convention ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde des droits plus étendus de ceux qui résultent de la CEDH. Comme par exemple pour le droit au mariage, qui est conçu comme étant un droit à toute forme d'union autre que le seul mariage (la Charte va au delà de la CEDH).

Autre exemple : la règle *non bis in idem* est applicable non-seulement à un Etat membre mais aussi entre Etats membres, de part la Charte.

Bibliographie :

Libertés fondamentales, Droit International et Européen

de M. SUDRE, Ed PUF Collection Dts fondamentaux.